

VIVRE ENSEMBLE FACE AUX PEURS : LE DILEMME POLITIQUE FRANÇAIS

Yves Bertoncini | *Directeur de l'Institut Jacques Delors*

Dídac Gutiérrez-Peris | *Directeur affaires européennes de l'Institut Viavoice*

Ce Policy Paper a été réalisé sur la base d'un sondage exclusif de YouGov pour Demos et l'Institut Jacques Delors. La version anglaise de cette contribution a été publiée dans le cadre du rapport «[Nothing to fear bur fear itself?](#)» coordonné par Demos.

RÉSUMÉ

1. La peur, élément structurant du débat public français

- Plus de 8 Français sur 10 jugent « probable » la possibilité d'attentats terroristes, parmi lesquels une majorité (46%) pense que c'est même « très probable ».
- 70% des Français estiment qu'une nouvelle crise financière majeure pourrait se produire dans les deux prochaines années (voir [graphique 6](#)).
- 50% des Français pensent que la mondialisation a un impact négatif pour leur pays, contre 35% des Suédois, 29% des Allemands, 28% des Espagnols, 25% des Britanniques et 13% des Polonais (voir [graphique 4](#)).
- 43% des Français pensent en revanche que la mondialisation a un impact positif dans leur propre vie (contre 40% négatif) ; ce décalage entre perception collective et individuelle porte également sur l'évaluation de la situation dans 12 mois, dont les Français pensent qu'elle va se détériorer pour leur pays (à 53%) alors qu'ils ne sont que 33% à penser qu'elle va se détériorer pour eux ou leur famille (voir [graphique 5](#)).

2. Des élections présidentielles dans un contexte de crise politique : l'extrême droite comme recours ou comme menace ?

- La défiance envers les principales institutions françaises est dominante puisque l'écrasante majorité des Français ne font confiance ni au gouvernement (84%), ni au Parlement français (80%) — cette défiance concerne aussi les institutions européennes (voir [graphique 9](#)).
- Pour 42% des Français, « les meilleurs dirigeants écoutent les autres personnes et essaient d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre, même si cela implique de faire quelques compromis » ; seulement 26% considèrent que le leadership politique doit être synonyme de « force » ou « d'imposition ».
- 72% pensent que la démocratie pourrait être mise en cause dans les années à venir, à la fois par l'extrémisme politique, l'intégrisme religieux et un divorce croissant entre les citoyens et leurs représentants.
- 49% pensent que le vote à l'élection présidentielle sera principalement un vote par défaut visant à choisir le candidat que les électeurs jugeront le mieux placé pour empêcher l'élection d'un candidat dangereux pour la France (voir [graphique 11](#)).

3. Des citoyens français plus eurosceptiques, franco-sceptiques, mais pas europhobes

- 33% des Français souhaitent réduire les pouvoirs de l'Union européenne, contre seulement 22% qui souhaitent que la France quitte l'UE et 11% qui souhaitent élargir les pouvoirs de l'UE (voir [graphique 16](#)).
- Cette volonté de réduire les pouvoirs de l'UE est à un niveau comparable à celle constatée en Suède et en Pologne (32%), ainsi qu'en Espagne (31%).
- Le *statu quo* en matière de construction européenne semble ne satisfaire personne en France, puisque seulement 6% des Français souhaitent laisser les choses comme elles sont.
- La progression du Front national n'apparaît pas seulement comme le reflet des peurs exprimées par les Français, mais aussi comme l'expression de leur colère vis-à-vis de leur système politique, davantage que d'un rejet de l'UE.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. La peur, élément structurant du débat public en France	4
1.1. Les Français face à la menace terroriste	4
1.2. Un enjeu plus structurel : l'angoisse collective des Français dans la mondialisation	5
1.3. Un autre élément clé du débat public français : le pessimisme collectif pour les douze prochains mois	7
2. Des élections sur fond de défiance politique : l'extrême droite comme recours possible ou autre menace ?	10
2.1. Un sentiment de défiance plus que de peur : la crise politique et institutionnelle française	10
2.2. Les élections nationales de 2017, un choix par défaut ?	13
2.3. L'image du Front national, élément clé du scrutin présidentiel	14
3. Des citoyens français plus eurosceptiques mais pas europhobes	16
3.1. L'expression de sentiment contrastés vis-à-vis de l'Union européenne	16
3.2. La dissonance entre priorités françaises au niveau européen et au niveau national	18
CONCLUSION : LA NÉCESSITÉ DE ROMPRE AVEC LE FRANCO-SCEPTICISME	21
SUR LES MÊMES THÈMES	22

INTRODUCTION

Comment vivre ensemble face aux peurs ? Voilà une question qui se pose avec de plus en plus d'acuité au sein de la société française. Pendant les dernières années, la France a été particulièrement exposée à un environnement économique, géopolitique et politique marqué par les crises, l'instabilité, l'insécurité et les chocs émotionnels. Le sentiment de peur y semble nourri par une accumulation d'inquiétudes de nature différente, plus ou moins connectées (terrorisme islamiste, angoisses vis-à-vis de la mondialisation économique et financière, craintes du déclassement, progression de l'extrême droite, perception ambivalente de l'UE). Cette conjonction de peurs de nature diverse entretient un climat de pessimisme collectif déjà mesuré par de nombreuses enquêtes d'opinion.

Afin de mieux dresser l'état des lieux des peurs françaises et de leur impact sur le débat politique hexagonal, l'Institut Jacques Delors a été sollicité par Demos pour développer une analyse fondée sur les résultats d'un sondage exclusif réalisé par YouGov dans six pays européens (Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni, Pologne et Suède). Les résultats de ce sondage YouGov permettent d'éclairantes mises en perspective comparatives, confortent les enseignements de précédentes enquêtes d'opinion et font notamment apparaître trois éléments marquants :

- la peur est un élément structurant du débat public français, sous de multiples formes ;
- les prochaines élections devraient permettre l'expression d'un sentiment de défiance et déterminer si le Front national (FN) est perçu comme un recours possible ou une autre menace ;
- l'euroscpticisme des Français ne saurait être assimilé à l'expression d'une volonté europhobe de rupture avec l'Union européenne.

1. La peur, élément structurant du débat public en France

Le sondage réalisé par YouGov permet de constater que la peur constitue un élément structurant du débat public en France, et que cette peur s'exprime face à des menaces multiformes : le terrorisme islamiste dans la dernière période, mais aussi une mondialisation économique et financière perçue comme angoissante ou encore les craintes d'un déclin collectif.

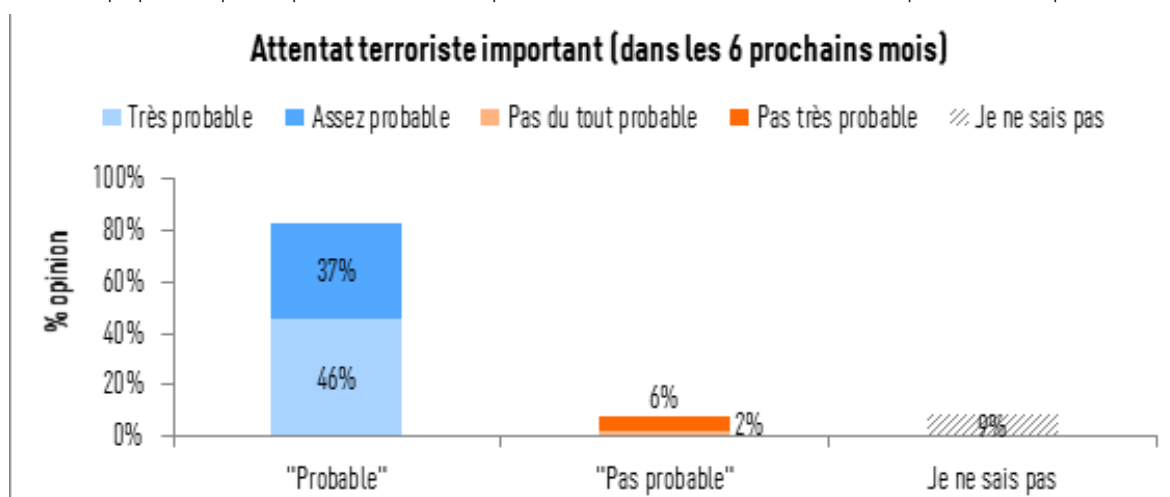
1.1. Les Français face à la menace terroriste

L'inquiétude la plus partagée par la population française concerne la possibilité d'attentats terroristes importants dans le très court terme (graphique 1). Un peu plus de 8 Français sur 10 jugent comme « probable » un tel événement, parmi lesquels une majorité (46%) pense que c'est même « très probable ». Cette perception du fait terroriste comme étant inévitable est l'un des changements majeurs au sein de la société française au cours des deux dernières années. L'enjeu du terrorisme est devenu aujourd'hui une des pierres angulaires de la politique française et des discours politiques et médiatiques, et sera fort probablement l'un des éléments déterminants des prochains scrutins électoraux.

Dans l'enquête conduite par Ifop-Atlantico en juillet 2016 sur les « Enjeux déterminants du vote à l'élection présidentielle de 2017 », la « lutte contre le terrorisme » était ainsi évoquée par plus de 90% des Français comme un enjeu qui comptera « beaucoup ou assez » lors de l'élection en 2017 — au même niveau que la lutte contre le chômage et la relance économique de la France.

GRAPHIQUE 1 ► La possibilité d'un attentat terroriste important

« Selon vous, à quel point est-il probable que les choses suivantes se produisent en France ? La survenue d'un autre attentat important dans les six prochains mois »



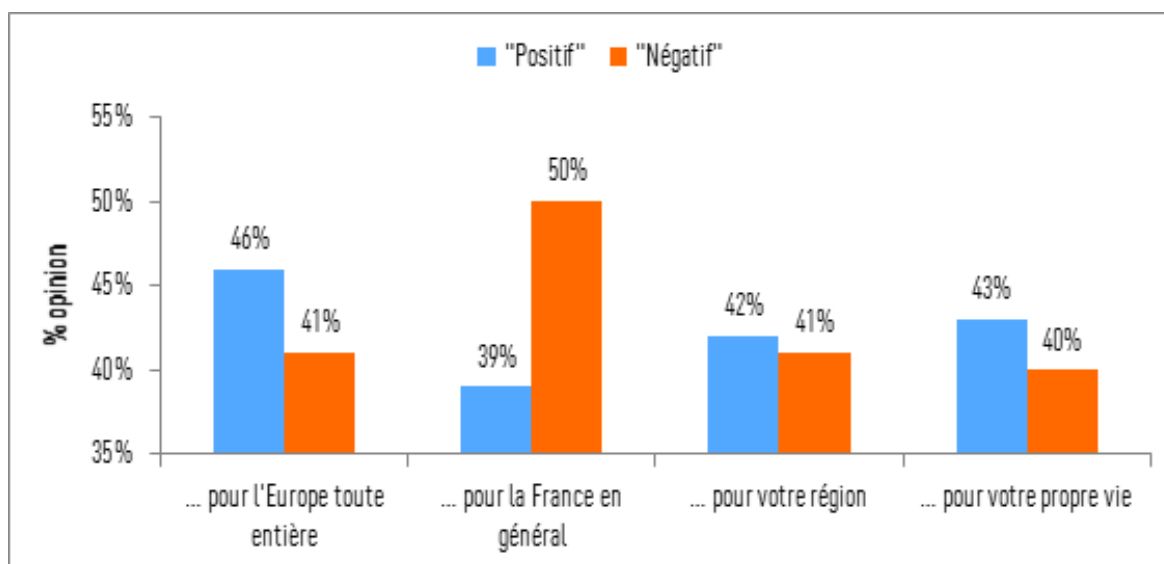
La peur du terrorisme qui s'exprime chez les Français est une réaction immédiate aux attentats qui ont marqué la conscience collective pendant les années 2015 et 2016, en entretenant des sensations de violence extrême, d'imprévisibilité et de répétition (Charlie Hebdo, l'Hyper Cacher, le Bataclan, le Stade de France, Magnanville, Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray...). Ce choc psychologique s'est traduit au niveau national par une mobilisation majoritaire et civique autour des victimes et des valeurs républicaines, tout en accordant en même temps un soutien à des mesures juridiques d'exception comme le corpus de nouvelles lois antiterroristes et l'état d'urgence, prolongé cinq fois dans les douze derniers mois. Une prolongation qui, malgré les critiques d'organisations comme Amnesty International, reste amplement soutenue par 76% de la population, selon l'un des sondages récents réalisés par YouGov. C'est également ce contexte exceptionnel qui explique que l'insécurité soit aujourd'hui citée comme la première préoccupation pour une majorité de Français, devant l'emploi et le chômage.

1.2. Un enjeu plus structurel : l'angoisse collective des Français dans la mondialisation

Interrogée sur le fait que le monde soit aujourd'hui plus interconnecté, la population française émet un avis positif ou négatif en fonction de la proximité et l'échelle territoriale (région, pays, Europe...) sur laquelle elle s'exprime (graphique 2).

GRAPHIQUE 2 ► La perception de la mondialisation et ses effets (comparatif France)

« Ces dernières décennies, le monde est devenu de plus en plus interconnecté. Le libre-échange est plus important entre les pays et la communication tout autour du globe est devenue plus facile. L'argent, les personnes, les cultures, les emplois et les industries s'échangent beaucoup plus facilement entre les pays. En règle générale, pensez-vous qu'il y a eu un effet positif ou négatif sur... » Tableau indiquant les sous-totaux (« positif »: très positif + assez positif ; « négatif » : très négatif + assez négatif).



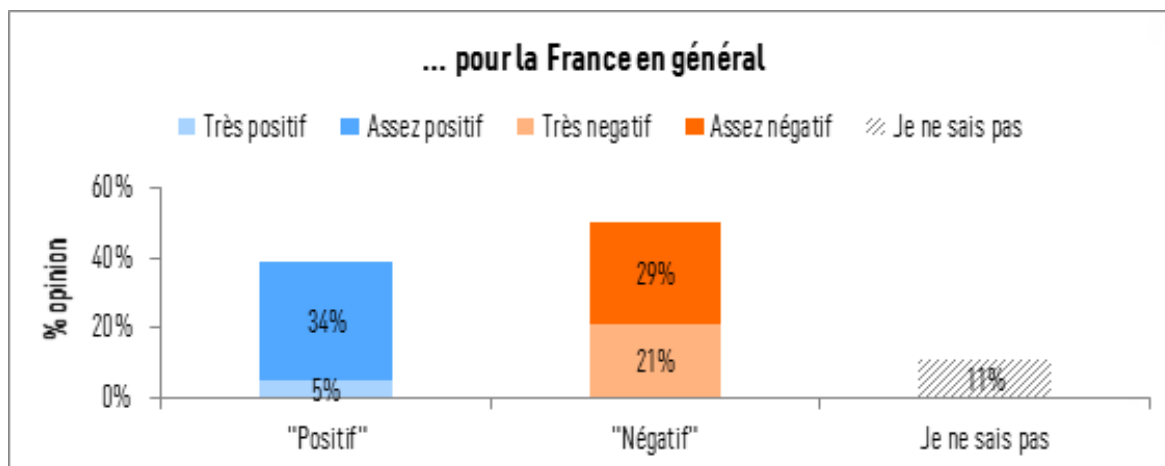
Concernant leur propre vie, les Français considèrent que l'impact de la mondialisation est plutôt positif (43% face à 40% qui émettent un avis négatif). À l'échelle régionale, les avis positifs restent supérieurs, même si l'écart est d'un seul point (42% face à 41%). Il en va de même lorsqu'ils doivent juger le bienfait de la mondialisation pour l'Europe toute entière, où l'impact positif recueille l'écart le plus important face aux opinions négatives (46% face à 41%, +5 points d'écart).

Inversement, dès lors qu'ils sont interrogés sur l'impact que la globalisation a eu pour la France en général, les répondants sont beaucoup plus tranchés (voir graphique 3). D'abord, c'est le seul échelon territorial où l'impact négatif arrive en premier (50% face à 39% d'avis positifs). Ensuite, c'est l'item où l'écart entre les deux réponses possibles est le plus élevé (+11 points pour les avis négatifs). Un Français sur cinq (21%) va jusqu'à juger l'impact de la globalisation pour la France comme « très négatif ».

En définitive, les Français perçoivent la globalisation de façon positive pour l'Europe, de façon aussi positive — mais moins — pour eux-mêmes et leur propre région, et de façon clairement négative pour la France. Ce curieux classement des perdants et gagnants de la globalisation nourrit l'hypothèse d'un certain défaitisme à l'échelle nationale et d'une peur d'un déclasser collectif. La globalisation en France est-elle perçue comme étant un phénomène antinomique à l'État-nation ? Cette grille de lecture peut en tous cas s'appuyer sur d'autres études nationales comme celle conduite en mai 2016 par Ipsos/Sopra Steria intitulée « **Fractures françaises** », où près de 6 Français sur 10 estiment que la mondialisation est une menace pour le pays, et près de 57% jugent que la France doit « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ».

GRAPHIQUE 3 ► La perception de la mondialisation et ses effets (pour la France en général)

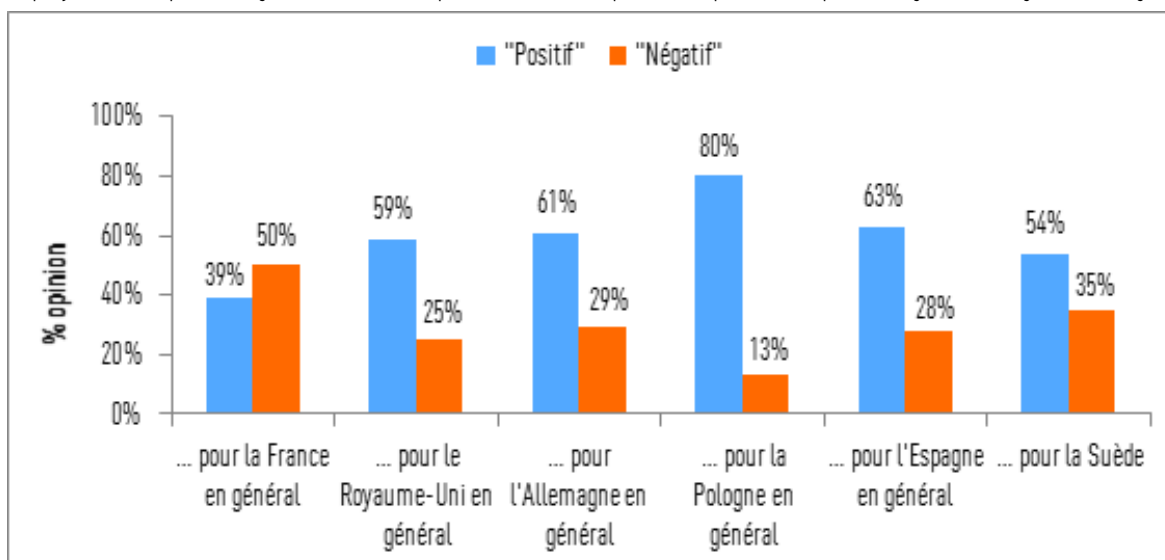
« Ces dernières décennies, le monde est devenu de plus en plus interconnecté. Le libre-échange est plus important entre les pays et la communication tout autour du globe est devenue plus facile. L'argent, les personnes, les cultures, les emplois et les industries s'échangent beaucoup plus facilement entre les pays. En règle générale, pensez-vous qu'il y a eu un effet positif ou négatif sur... »



Ces résultats sont spécifiques à la France puisque des 6 pays analysés par YouGov, c'est la seule nation où les avis négatifs vis-à-vis des effets de la mondialisation dépassent les avis positifs (graphique 4). Aucun autre pays n'affiche une opinion publique si clairement inquiète vis-à-vis de la mondialisation et de ses effets pour la communauté nationale.

GRAPHIQUE 4 ► La perception de la mondialisation et ses effets (comparatif Europe)

« Ces dernières décennies, le monde est devenu de plus en plus interconnecté. Le libre-échange est plus important entre les pays et la communication tout autour du globe est devenue plus facile. L'argent, les personnes, les cultures, les emplois et les industries s'échangent beaucoup plus facilement entre les pays. En règle générale, pensez-vous qu'il y a eu un effet positif ou négatif sur... » Tableau indiquant les sous-totaux (« positif » : très positif + assez positif ; « négatif » : très négatif + assez négatif).



La Pologne se positionne par exemple aux antipodes de la France, avec 80% des Polonais qui pensent que la mondialisation a eu un effet globalement positif pour leur pays, face à seulement 13% des Polonais qui pensent le contraire. Dans le cas du Royaume-Uni, l'opinion est aussi beaucoup plus optimiste, malgré l'euroscépticisme traditionnel au sein de la population britannique. Même dans un pays touché gravement par la crise comme l'Espagne, la population perçoit plus positivement les effets de la mondialisation pour leur pays que c'est le

cas en France (63% des Espagnols considèrent que globalement la mondialisation a eu des effets positifs pour l'Espagne, face à 28% qui pensent le contraire).

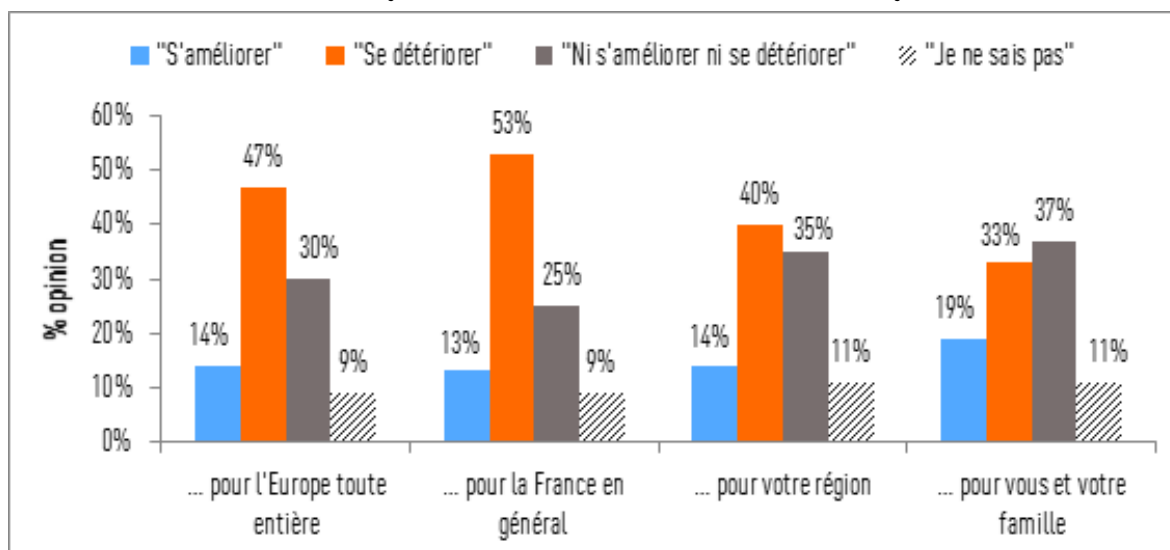
Cette peur du déclassement national s'accompagne aussi d'une peur de déclassement économique et social, notamment dans ces nombreux foyers qui n'arrivent pas à pérenniser leur stabilité et avenir professionnel depuis l'éclatement de la crise en 2009, notamment parmi les tranches d'âge en début ou en fin de carrière, les deux populations les plus sensibles face aux fluctuations économiques. Selon les chiffres de l'OCDE — quasiment identiques à ceux de l'INSEE — le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans en France a augmenté ces cinq dernières années, passant de 22,57% en 2009 à 24,68% en 2015, ce qui représente un écart de presque 12 points de plus que la moyenne de l'OCDE. Concernant le taux de chômage des plus de 50 ans, celui-ci est passé de 5,3% en 2009 à 6,9% en 2014. Alors, simple perception ou réalité perceptible, en tout cas la peur du déclassement reste une constante en France¹.

1.3. Un autre élément clé du débat public français : le pessimisme collectif pour les douze prochains mois

Malgré le début de reprise économique en 2016, **les Français se montrent globalement inquiets pour les douze prochains mois et pensent que la situation va se détériorer en Europe comme au niveau local et national** (graphique 5). Parmi les sources d'inquiétude majeures, l'avenir de la France dans son ensemble est à nouveau la plus citée. Ainsi, plus d'un Français sur deux pensent que la situation va se détériorer pour le pays (53%), tandis que 47% s'inquiètent pour l'avenir de l'Europe toute entière. Malgré un écart moins important, les Français sont aussi pessimistes concernant les douze prochains mois à l'échelle locale et individuelle, puisque 40% d'entre eux pensent que les choses vont se détériorer pour leur région, et un Français sur trois se dit pessimiste vis-à-vis de sa situation personnelle et celle de sa famille (33%).

GRAPHIQUE 5 ► Les attentes pour les 12 prochains mois (comparatif)

« En règle générale, pensez-vous que les choses vont s'améliorer ou se détériorer au cours des douze prochains mois pour...? » Tableau indiquant les sous-totaux (« s'améliorer »: s'améliorer nettement + s'améliorer légèrement; « se détériorer »: se détériorer nettement + se détériorer légèrement).



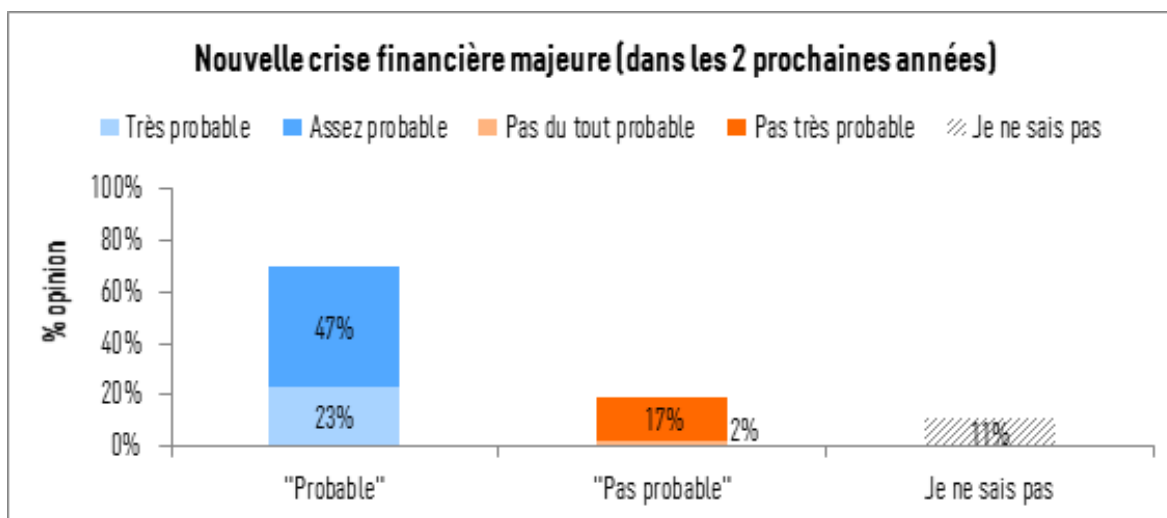
Le climat politique français se nourrit des incertitudes qui surplombent encore la période d'après-crise. En effet, **concernant la possibilité d'une autre crise financière majeure** (graphique 6), **les Français ne semblent pas convaincus que la France ait fait le nécessaire pour tirer les bons enseignements**

1. Edgar Maurin, *La peur du déclassement, une sociologie des récessions*. La République des Idées, 2009

depuis 2009. En découle une inquiétude partagée par 7 Français sur 10, qui considèrent « probable » un tel événement dans le moyen terme. Cette inquiétude est d'autant plus significative que la question porte sur une période relativement courte et immédiate (les prochains deux ans), ce qui laisse entendre que pour une partie importante de la population la crise ouverte en 2008-2009 — jugée historique et sans précédent depuis des décennies — pourrait se reproduire.

GRAPHIQUE 6 ▶ La possibilité d'une crise financière majeure

« Selon vous, à quel point est-il probable que les choses suivantes se produisent en France ? La survenue d'une autre crise financière majeure dans les deux prochaines années »

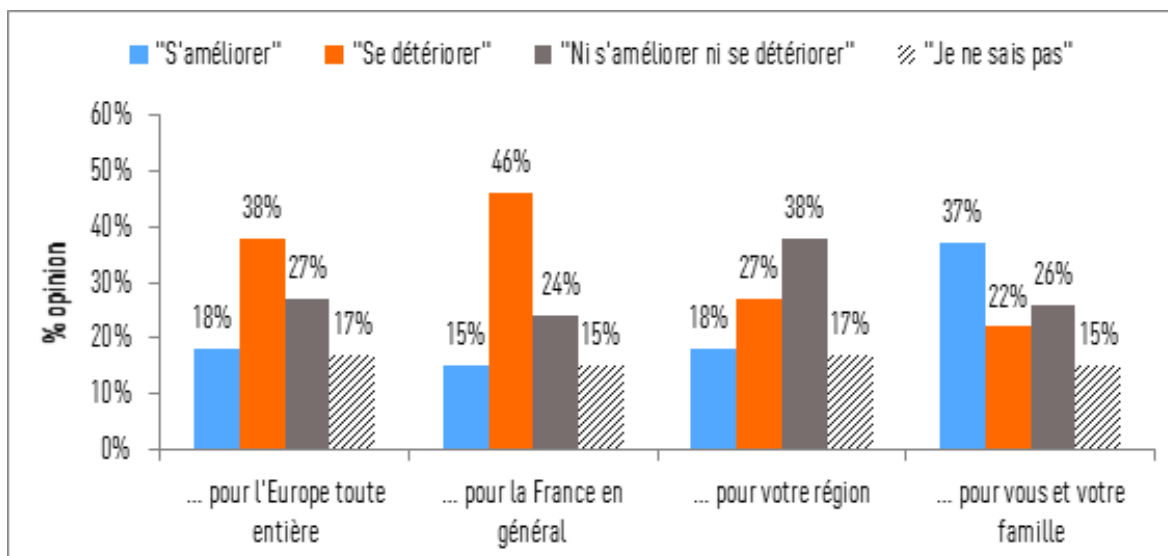


Cette perception majoritaire chez les Français traduit un certain désaveu au regard des efforts menés par les États membres de l'UE depuis 2009 — plans de sauvetage bancaires (Espagne) ou des finances publiques nationales (Grèce, Irlande, Portugal, Chypre), Mécanisme Européen de Stabilité, Union Bancaire, réforme du Pacte de Stabilité... Il est loisible d'interpréter ces données de multiples façons, notamment en émettant un doute sur le niveau d'information ou d'assimilation de la population concernant tous les mécanismes mis en place; mais au final, la peur d'une crise, et donc la peur de se retrouver en difficulté économique et sociale, restent clairement d'actualité pour une majorité des Français.

Si l'ensemble de la population française semble donc ancrée dans un certain pessimisme généralisé, les jeunes âgés de 18 à 34 ans représentent une exception. Ainsi, ils sont les seuls à être plus nombreux à penser que les choses vont s'améliorer dans les douze prochains mois pour eux et leur famille ([graphique 7](#)). Concernant les autres items proposés, l'écart entre jeunes pessimistes et optimistes est beaucoup plus resserré en comparaison de l'ensemble de la population. Ainsi, concernant l'avenir du pays en général, ils restent globalement pessimistes, mais l'écart est de -31% (au lieu de -40%). Pareillement, interrogés sur l'avenir de leur région, l'écart en faveur toujours des pessimistes est de 9% chez les jeunes, mais pour l'ensemble de la population cette différence est de 26 points. Ce pessimisme plus nuancé chez les tranches d'âge les plus jeunes offre une variable intéressante, puisque paradoxalement c'est la tranche d'âge qui a pu souffrir tout particulièrement des effets d'un marché de travail dégradé.

GRAPHIQUE 7 ▶ Les attentes pour les 12 prochains mois (jeunes âgés 18-34 ans)

« En règle générale, pensez-vous que les choses vont s'améliorer ou se détériorer au cours des douze prochains mois pour...? » Tableau indiquant les sous-totaux (« s'améliorer »: s'améliorer nettement + s'améliorer légèrement; « se détériorer »: se détériorer nettement + se détériorer légèrement)

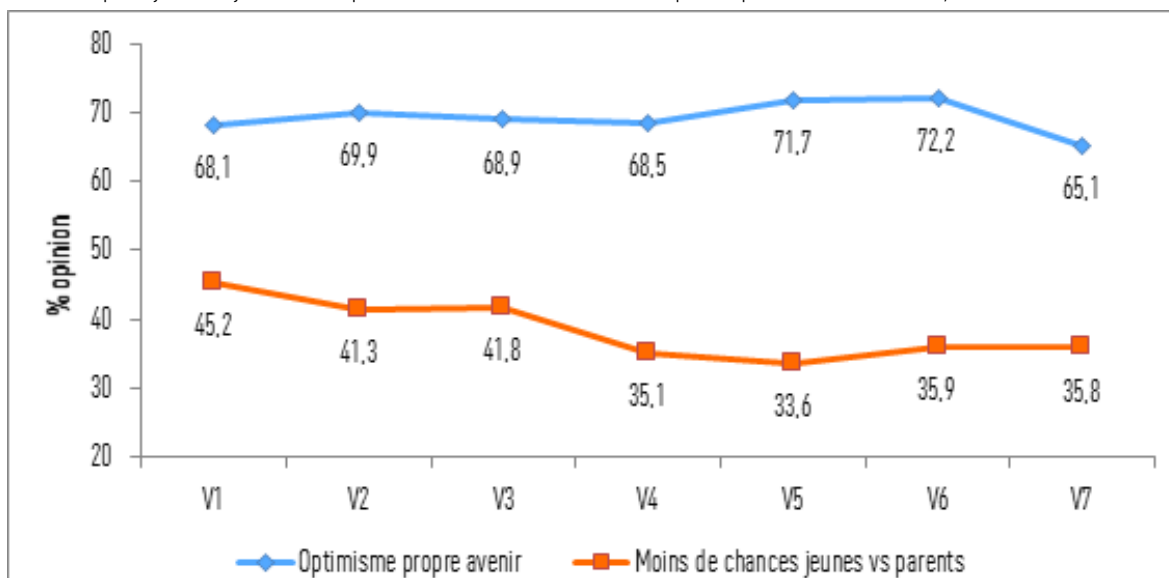


GRAPHIQUE 8 ▶ Optimisme dans l'avenir (CEVIPOF – vagues 1 à 7)

« Veuillez m'indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les propositions suivantes :

- Je suis optimiste quand je pense à mon propre avenir

- Pensez-vous que les jeunes d'aujourd'hui auront plus, autant ou moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ? »



Source : Flora Chanvriol (2016), Baromètre de la confiance politique CEVIPOF – vagues 1 à 7. Note : Les cercles de la confiance (2009-2015).

2. Des élections sur fond de défiance politique : l'extrême droite comme recours possible ou autre menace ?

La perspective des élections présidentielles et législatives françaises du printemps 2017 doit inciter non seulement à mesurer l'impact des peurs dans le débat public français, à évaluer leurs incidences potentielles sur les résultats des scrutins, mais aussi à prendre en considération un autre sentiment, distinct de la peur, et qui est très présent en France (et au-delà) : **la colère exprimée vis-à-vis du système politique dans son ensemble**, notamment parce que les Français mettent en cause son incapacité à traiter efficacement les principaux défis que le pays doit relever.

Dans ce contexte, l'un des enjeux déterminants de la prochaine élection présidentielle est aussi de savoir **si l'extrême-droite peut être perçue en France comme un recours crédible face à ces défis, ou si elle demeure davantage perçue comme une menace aux yeux des Français**. Les données recueillies par le sondage YouGov permettent là aussi de confirmer et de préciser l'évolution de l'opinion publique française à cet égard.

2.1. Un sentiment de défiance plus que de peur : la crise politique et institutionnelle française

À côté d'une vision singulière du destin de leur pays, **les Français expriment également une certaine désillusion politique, et une presque absence totale de confiance envers leurs institutions et leurs principaux organes de représentation**.

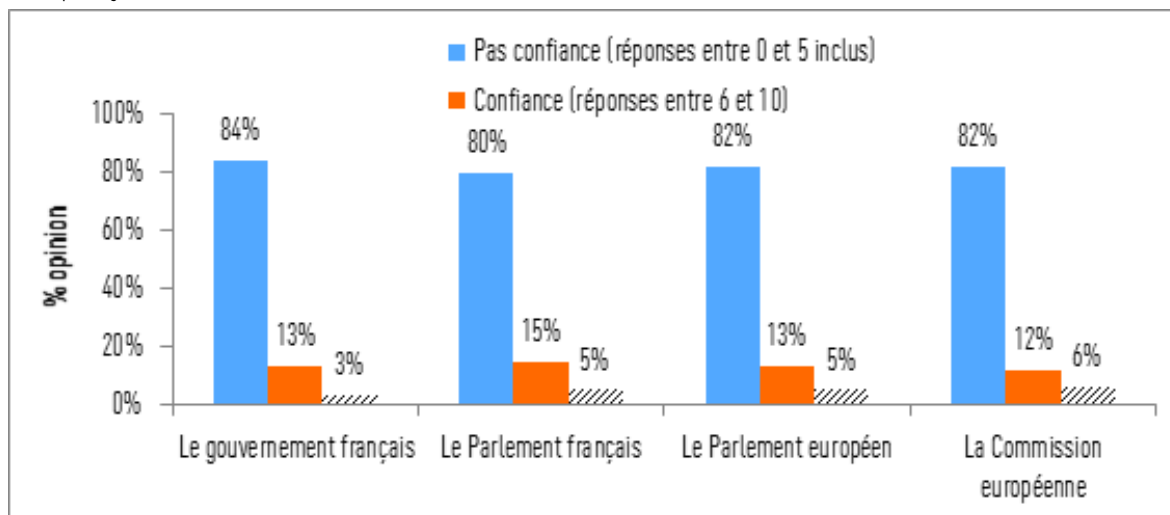
Ainsi, plus de 8 Français sur 10 ne font confiance ni au gouvernement, ni au Parlement, ni au Parlement européen, ni à la Commission européenne ([graphique 9](#)). De même, près d'un Français sur 4 pense que les meilleurs dirigeants « ont des principes forts et les appliquent sans se soucier de ce que les autres pensent, même si cela implique de perdre des soutiens », ce qui peut être interprété comme une insatisfaction en réaction aux modes de leadership politique récents.

La défiance envers les principales institutions politiques reste dominante dans le sondage conduit par l'Institut Jacques Delors et Demos, puisque 84% et 80% des répondants ne font confiance ni au gouvernement, ni au Parlement français ([graphique 9](#)). De façon similaire, le Parlement européen et la Commission européenne recueillent aussi des niveaux de méfiance très élevés, puisque 82% de la population attribue à ces deux institutions une note égale ou inférieure à 5 dans une échelle de confiance de 0 à 10.

Ces résultats sont d'autant plus significatifs qu'ils montrent l'érosion de la confiance envers des institutions communautaires bénéficiant traditionnellement d'une image plus positive que les institutions nationales. Le dernier Eubaromètre standard ([n°85](#), publié en juillet 2016) continuait certes à donner un petit avantage à la Commission européenne au niveau de la confiance : 33%, face à 28% des citoyens qui font confiance à leurs parlements nationaux respectifs. En comparaison, avant l'éclatement de la crise, un Européen sur deux faisait confiance à la Commission européenne (50% en 2008), tandis que seulement un Européen sur trois portait le même regard confiant sur son Parlement national (34%). **Les institutions communautaires ne sont donc plus à l'abri de la crise politique qui frappe les différents États membres.**

GRAPHIQUE 9 ▶ La méfiance envers les institutions

« La question suivante porte sur la confiance que vous avez dans certaines institutions. Sur une échelle de 0 (« Pas du tout confiance ») à 10 (« Confiance totale »), le cas échéant, quel degré de confiance accordez-vous aux institutions suivantes ? »



Cette méfiance de la population française vis-à-vis d'acteurs politiques jugés incapables de formuler des réponses rassurantes et convaincantes aux défis du XXI^e siècle fait écho aux enseignements du baromètre de Sciences Po - CEVIPOF sur la confiance politique en France et qui met de relief une triple crise du système :

- tout d'abord, une crise de confiance envers la division partisane traditionnelle : depuis 2009 la France connaît une augmentation continue de l'absence de confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner le pays (67% de la population en 2015, soit +5 points par rapport à 2009) ;
- deuxièmement, une confiance qui tend globalement à s'éroder vis-à-vis des figures du Président de la République, du premier ministre et des députés européens. On constate ainsi une perte comprise entre -4 et -9 points de 2009 à 2015.
- enfin, une troisième crise de confiance concernant l'avenir, et plus précisément la capacité à gouverner les interdépendances : l'envie de protection vis-à-vis de la mondialisation augmente jusqu'en 2013 (47% contre 31% en 2009, +16 points) pour diminuer légèrement ensuite.

Nous retrouvons la défiance vis-à-vis du système politique français lorsqu'une partie des Français trouvent que le troisième trait définissant Marine Le Pen est précisément celui de « fort » (27%), après 35% qui mentionnent son caractère « autoritaire », et 28% qui l'identifient comme « raciste » (graphique 14).

Face à une opinion globalement déçue de l'offre politique, il est logique que lorsqu'ils sont interrogés sur l'élection présidentielle à venir, environ un Français sur deux soit convaincu que les électeurs devront se prononcer par défaut, en « choisissant le candidat qu'ils jugeront le mieux placé pour empêcher l'élection d'un candidat dangereux pour la France ». Tous ces éléments sont, non seulement des avertissements forts pour la santé de la démocratie en France et en Europe, mais également synonymes d'un état d'esprit de vulnérabilité face à des discours binaires et anti-élitistes comme ceux incarnés par le FN.

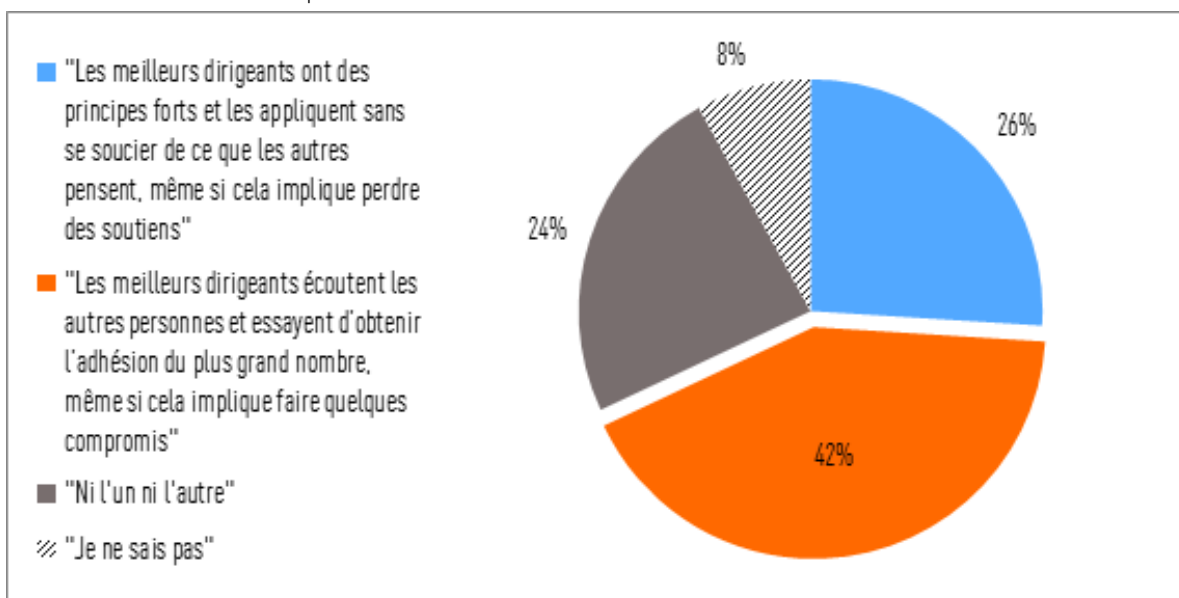
Devrions-nous pour autant analyser cette critique des institutions comme une critique plus profonde envers le système de démocratie représentative ? Rien n'est moins sûr puisque **les citoyens français continuent à être attachés à des modèles de leadership inclusifs (voir graphique 10)**. Pour une majorité de répondants (42%), « les meilleurs dirigeants écoutent les autres personnes et essayent d'obtenir l'adhésion du plus grand

nombre, même si cela implique de faire quelques compromis ». En comparaison, seulement 26% des interrogés considèrent que le leadership politique doit être synonyme de « force » ou « d'imposition ». Un écart (-16 points) qui n'est pas nécessairement tranché puisqu'un Français sur 4 (24%) ne se contente ni d'un modèle ni de l'autre.

D'autres études récentes, comme la deuxième vague de « L'Observatoire de la Démocratie » ([publié par la Revue Civique, Viavoice et la Fondation Jean Jaurès](#)), montrent également que, malgré les tensions en France ces deux dernières années, nous sommes face à un regain de la confiance envers le fonctionnement de la démocratie française. D'après l'Observatoire, **36% de la population** trouve que la démocratie fonctionne bien, en hausse de 6 points depuis avril 2014. Toujours d'après l'Observatoire, et comme l'a souligné la Fondation Jean Jaurès lors de la publication des résultats, ce n'est pas parce que les citoyens sont critiques qu'ils ne sont pas « très vigilants et inquiets : 72% pensent que la démocratie pourrait être remise en cause dans les années à venir, avec la vision d'une menace portée tout à la fois par l'extrémisme politique, l'intégrisme religieux et un divorce croissant entre les citoyens et leurs représentants »

GRAPHIQUE 10 ► La vision française du leadership politique

« Quelle affirmation reflète le mieux votre opinion ?... »

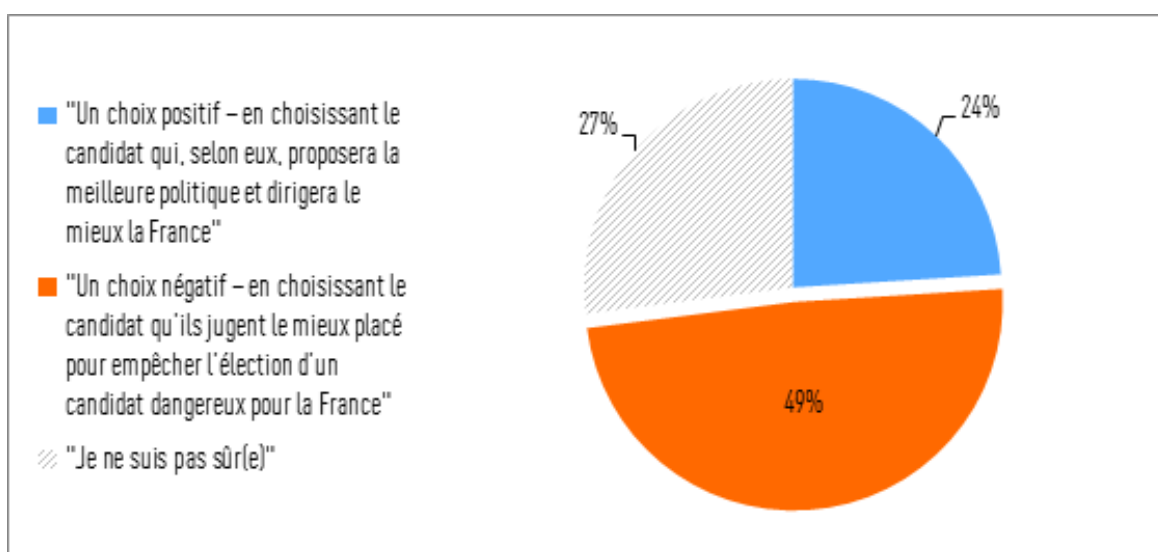


2.2. Les élections nationales de 2017, un choix par défaut ?

Pour un Français sur deux, l'élection présidentielle de 2017 sera principalement un choix par défaut (graphique 11). En comparaison, seulement un Français sur quatre (24%) pense que les électeurs émettront leur vote dans le cadre d'une démarche « en positif », en choisissant le candidat qui aura proposé la meilleure politique pour le pays. Ces résultats mettent de relief une certaine insatisfaction vis-à-vis de l'offre politique lors des élections 2017 puisqu'une majorité de Français est persuadée que le pays votera principalement de « façon utile », et donc « contre » des candidats en lice plus que « pour » ces candidats (graphique 11).

GRAPHIQUE 11 ► L'élection 2017 et le « vote utile »

« En ce qui concerne les prochaines élections présidentielles de 2017, pensez-vous que le vote des électeurs sera principalement... »

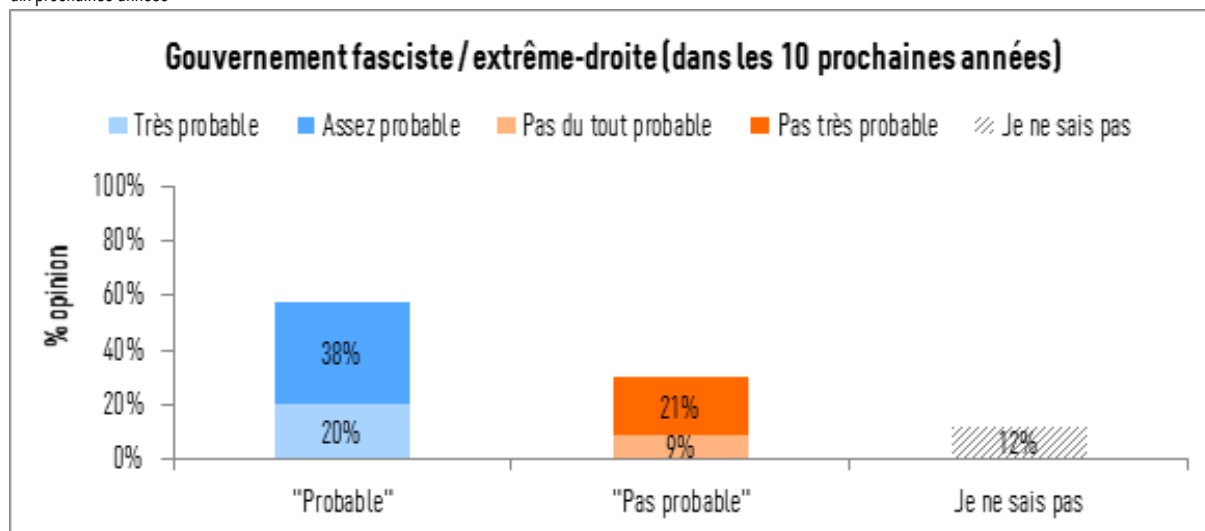


L'une des formations susceptibles de mobiliser les électeurs autour de cette idée de « vote utile » est le FN, considéré par une majorité de Français comme un parti « dangereux » pour la France. Par exemple, la dernière vague réalisée en 2016 du baromètre annuel de *TNS-Sofres pour Le Monde, France Info et Canal +* montre que pour 56% de la population le FN reste un parti qui « représente un danger pour la démocratie en France ». Un pourcentage en augmentation depuis 2012 lorsqu'il était à 47%, mais encore loin des 75% de répondants qui, dans les années 90 à l'époque de Jean-Marie Le Pen, pensaient que le parti était dangereux pour le pays.

Plus d'un Français sur deux considère la possibilité de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France comme « probable », et un Français sur 5 considère cela comme « très probable » (graphique 12). Ce résultat semble confirmer la normalisation du FN, notamment dans le long terme. En effet, la question insiste sur un laps de temps long — les prochaines 10 années — afin de minimiser la popularité liée au contexte politique actuel, en particulier vis-à-vis de l'élection présidentielle. Dans ce sens, le pourcentage de Français interrogés qui considèrent qu'un gouvernement fasciste ou d'extrême-droite est probable est d'autant plus significatif et montre jusqu'à quel point l'inquiétude ou la peur de la montée de l'extrémisme traduit un changement structurel profond de la vie politique française.

GRAPHIQUE 12 ▶ La possibilité d'un gouvernement fasciste ou d'extrême-droite en France

« Selon vous, à quel point est-il probable que les choses suivantes se produisent en France ? L'arrivée au pouvoir d'un parti politique fasciste ou d'extrême droite dans les dix prochaines années »

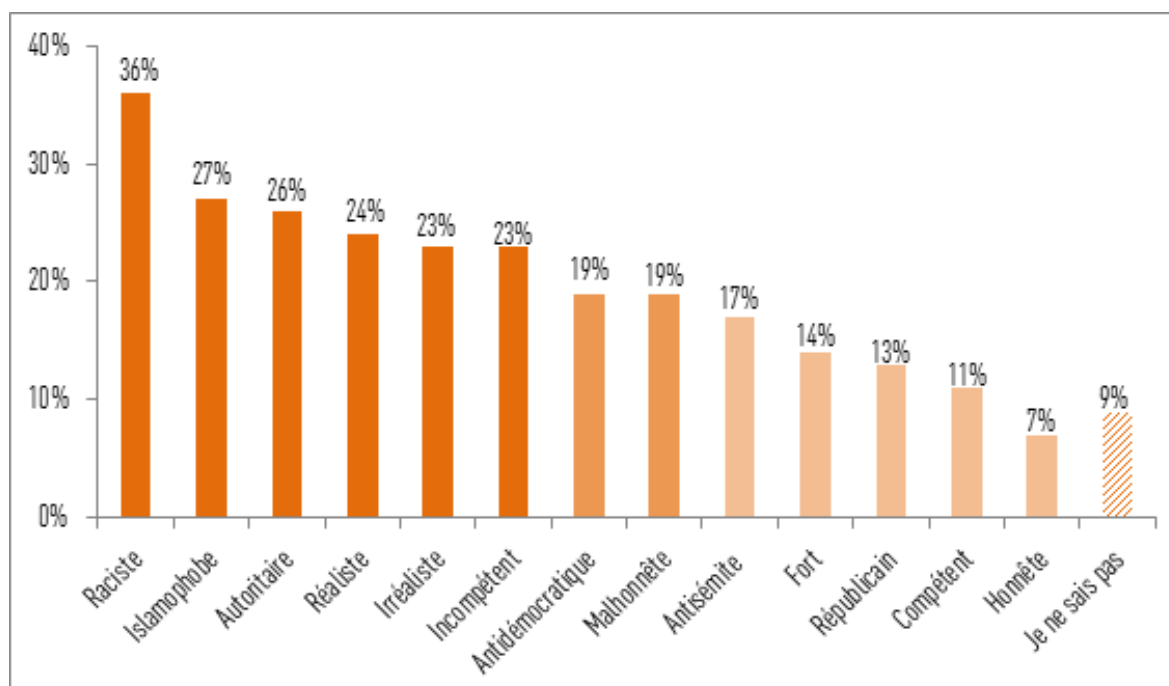


2.3. L'image du Front national, élément clé du scrutin présidentiel

Interrogés sur l'image du FN, les Français pensent que les trois traits distinctifs du parti sont le « racisme » (36%), « l'islamophobie » (27%) et « l'autoritarisme » (26%). Paradoxalement, le quatrième trait distinctif le plus cité est le « réalisme » (24%), au même niveau que « l'incompétence » (23%), ce qui illustre l'image véhiculée par un parti qui se veut plus « sincère » et moins « bien-pensant » (graphique 13).

GRAPHIQUE 13 ▶ L'image du Front national

« En ce qui concerne le FN, le cas échéant, quels sont les trois ou quatre adjectifs de la liste suivante qui décrivent le mieux le parti et sa politique... »



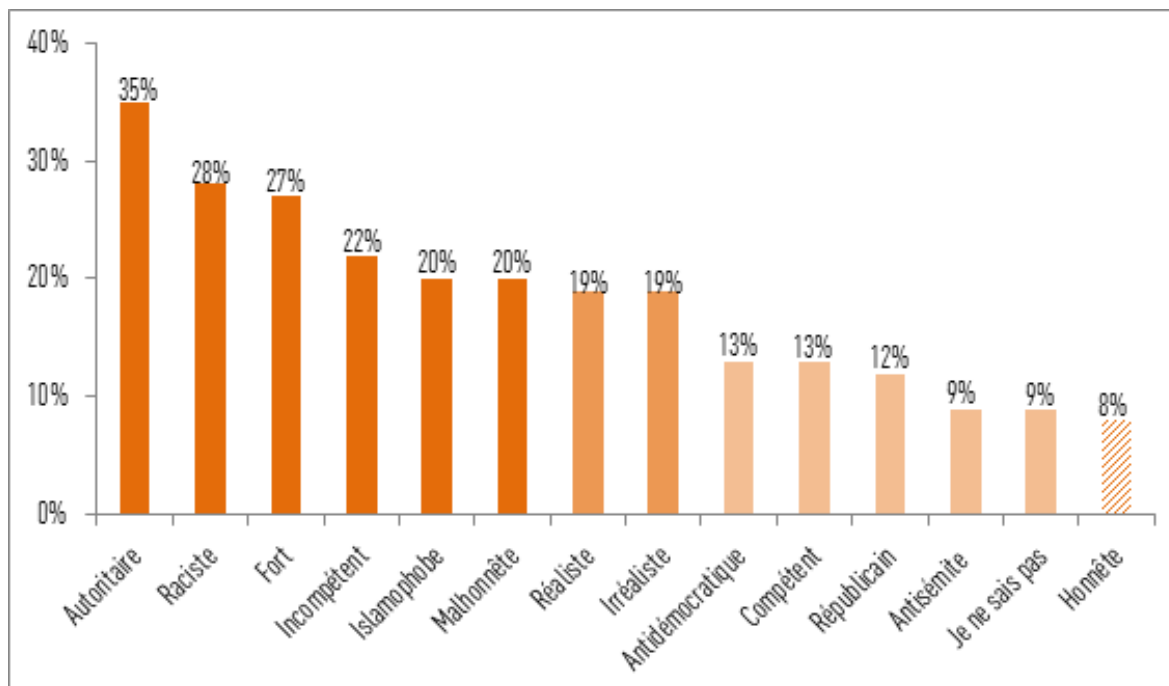
*Total supérieur à 100% : plusieurs réponses possibles

Cette image du FN est similaire à celle de Marine Le Pen, avec quelques différences très significatives. D'abord, l'évocation de Marine Le Pen comme ayant un caractère « fort » (graphique 14). Ainsi, si seulement 14% des Français décrivent le FN comme un parti « fort », 27% utilisent ce trait pour décrire la personnalité de leur leader. Un trait de caractère d'autant plus marqué qu'il est le troisième plus cité pour décrire Marine Le Pen, derrière son caractère « autoritaire » (35%) et « raciste » (28%). Inversement, le côté « réaliste » du parti cité par un nombre importants de Français est beaucoup moins cité lorsqu'il s'agit d'attribuer cette caractéristique à Marine Le Pen (19%, -4 points d'écart).

Au final, l'image de Marine Le Pen apparaît beaucoup plus marquée par l'autorité et la force — valeurs qui pourraient être valorisées comme étant des gages de conviction et fermeté —, tandis que le parti bénéficie d'un côté plus « réaliste » — qui pourrait être plus associé à l'idée de « franc-parler ». Néanmoins, force est de constater que le FN et Marine Le Pen restent très globalement associés à des traits négatifs, extrémistes et discriminatoires, notamment le racisme, l'islamophobie, l'autoritarisme et l'incompétence. Cela pose la question du paradoxe d'un parti qui n'arrête pas de remporter des voix à chaque élection récente, tout en restant décrit par l'ensemble de la population comme un parti essentiellement extrémiste — loin du parti « normalisé » et majoritaire dont se vante la communication frontiste.

GRAPHIQUE 14 ► L'image de Marine Le Pen

« En ce qui concerne le Front national, le cas échéant, quels sont les trois ou quatre adjectifs de la liste suivante qui décrivent le mieux sa présidente, Marine Le Pen... »



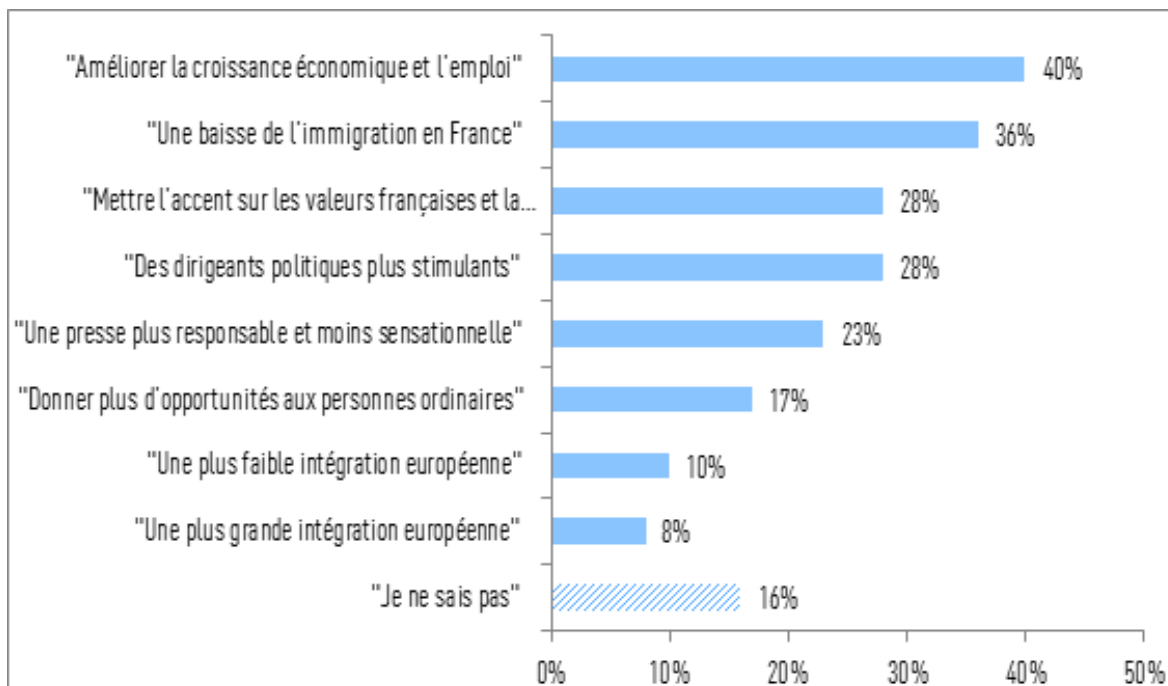
*Total supérieur à 100% : plusieurs réponses possibles

Les Français se montrent cependant persuadés que les deux meilleures façons de réduire le support au FN sont, d'abord, une amélioration de l'économie (40%), mais aussi une baisse de l'immigration en France (36%) (graphique 15). Le fait que ces deux arguments arrivent en tête reflète une certaine prédisposition des Français à valider la thèse qu'en France la question économique et migratoire n'est pas traitée comme il le faudrait par d'autres formations politiques, et que c'est donc le FN qui principalement instrumentalise ces questions pour bâtir son succès politique et électoral. Cela semble être d'autant plus le cas que les arguments autour « d'une presse plus responsable » (23%) ou des « politiques plus stimulants » (28%) ne sont pas considérés si utiles pour réduire la montée de l'extrême-droite. Significativement, la question européenne ne semble pas non plus jouer un rôle essentiel aux yeux des Français, ni dans un sens pro-européen, ni d'ailleurs dans le sens contraire. Ainsi, une « plus grande intégration européenne » n'est considérée que par

8% des répondants comme un bon moyen de réduire la montée du FN, tandis que presque le même pourcentage (9%) pense qu'une « plus faible intégration européenne » pourrait changer significativement la donne.

GRAPHIQUE 15 ▶ Les meilleurs moyens de lutter contre le vote FN

« Le cas échéant, parmi les propositions suivantes, quelles sont les trois qui pourraient selon vous RÉDUIRE le soutien du Front national ? »



*Total supérieur à 100% : plusieurs réponses possibles

3. Des citoyens français plus eurosceptiques mais pas europhobes

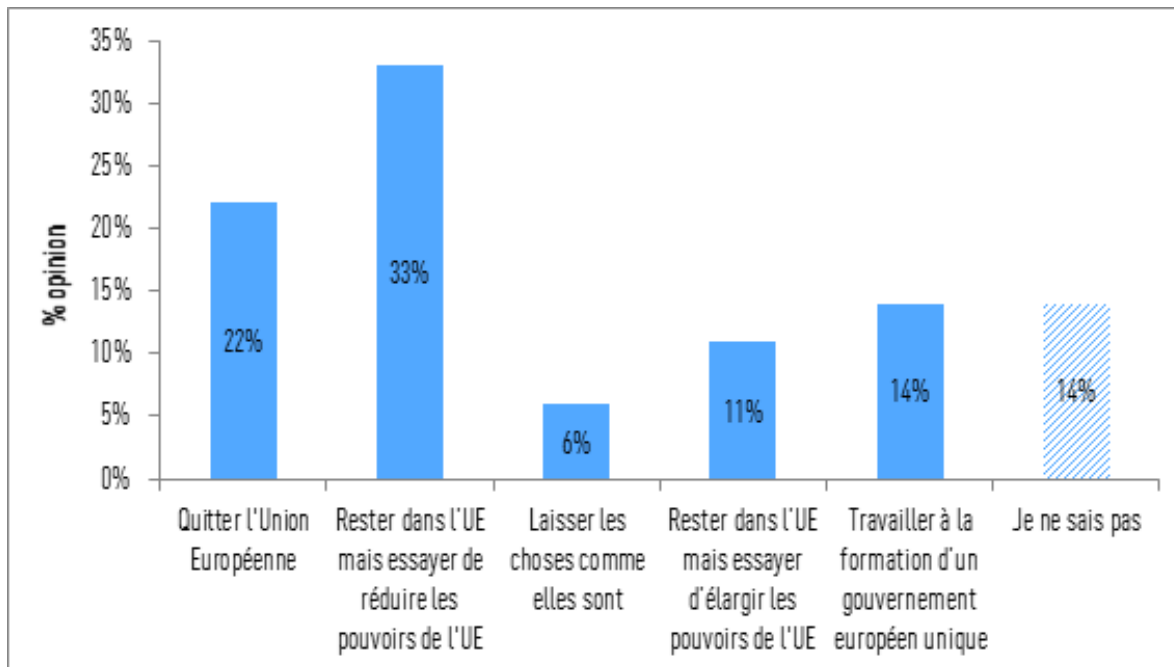
Si la dimension européenne du sondage YouGov permet de bien mesurer la singularité de la position des Français au regard de leurs voisins allemands, britanniques, espagnols, polonais et suédois, elle conduit aussi à relativiser la dégradation du sentiment qu'ils éprouvent vis-à-vis de la construction européenne. **Dans un contexte d'incertitudes et de peurs grandissantes, l'Union européenne provoque des sentiments contrastés chez les Français, qui s'assimilent davantage à un eurosceptisme croissant qu'à une volonté europhobe de rupture avec l'Union européenne.**

3.1. L'expression de sentiment contrastés vis-à-vis de l'Union européenne

L'écart entre les Français interrogés qui se prononcent pour « plus d'Europe » et ceux qui le font pour « moins d'Europe » illustre aujourd'hui une distance importante (graphique 16). Au total, plus d'un Français sur deux préfère des positions négatives vis-à-vis de la construction européenne, soit en émettant le souhait de réduire les pouvoirs de l'Union européenne (33%) — l'option la plus citée —, soit en se déclarant, de manière plus limitée, en faveur d'une sortie de la France de l'UE (22%).

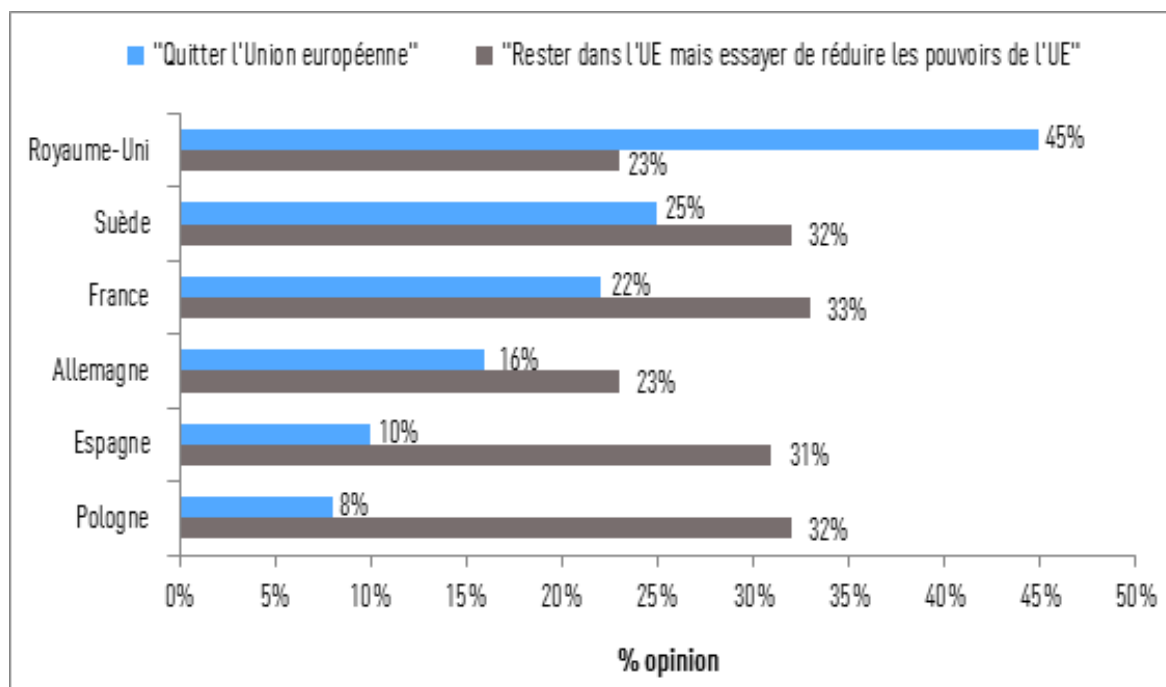
GRAPHIQUE 16 ▶ Le futur de la France dans l'Union européenne

« Pensez-vous que la politique à long terme de la France devrait être avant tout de... »



GRAPHIQUE 17 ▶ L'état des lieux comparatif de l'europhobie

« Pensez-vous que la politique à long terme de [votre pays] devrait avant tout de... »



Ces positionnements eurosceptiques (rapatrier des pouvoirs vers le niveau national) ou europhobes (quitter l'UE) contrastent avec des positions plus pro-européennes, voir fédéralistes, qui recueillent au total un nombre moins important de répondants. Ainsi, seulement 11% des Français considèrent que la politique à long terme devrait être celle de rester dans l'UE tout en essayant d'élargir les pouvoirs de celle-ci, et uniquement 14% vont au-delà et considèrent que la priorité devrait être celle de travailler à la formation d'un gouvernement

européen unique. Dans tous les cas, le statu quo semble ne satisfaire ni les uns ni les autres, puisque seulement 6% des répondants souhaitent laisser les choses comme elles sont.

Dans le contexte politique européen actuel, notamment marqué par la victoire du vote en faveur du Brexit en juin 2016, il convient de souligner que **les Français restent cependant attachés à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne et ne remettent pas en question le rôle de la France comme État membre**. Face à ces 22% qui se positionnent clairement pour une éventuelle sortie, 64% soutiennent en effet des projets de long terme différents mais toujours au sein de l'UE.

En comparaison avec le reste des populations européennes interviewées, le niveau d'eurosepticisme et d'europhobie en France n'est pas le plus élevé (arrivent largement en tête le Royaume-Uni, puis la Suède — pays qui présente une opinion publique assez proche de celle de la France). Significativement, le Royaume-Uni est le seul pays où l'option de « quitter l'Union » dépasse l'option de « rester dans l'UE en essayant de réduire les pouvoirs de celle-ci ». Cela ne fait que confirmer, une fois de plus, la spécificité des Britanniques² en la matière ([graphique 17](#)). De même, si 33% des Français souhaiteraient rester dans l'Union mais en essayant de diminuer les pouvoirs de l'Union, ce pourcentage reste très similaire à celui de la Suède (32%), la Pologne (32%), et même l'Espagne (33%) — un des pays traditionnellement plus pro-européens.

Le poids relatif du sujet européen est également illustré par les réponses à la question sur « les meilleurs instruments pour lutter contre le FN » ([graphique 15](#)). Les variables concernant une « plus grande intégration européenne » ou une « moins grande intégration européenne » n'affectent que très latéralement les autres items. Ainsi, seulement 10% des Français pensent qu'une plus faible intégration européenne pourrait réduire le soutien au FN, tandis qu'à l'opposé, seulement 8% pensent qu'une plus grande intégration pourrait faire une différence. Les deux items arrivent en dernier dans la liste d'items proposés, bien en-dessous d'autres options comme « améliorer la croissance économique et l'emploi » ou « baisser l'immigration en France ».

Les constats établis sur la base de l'étude YouGov font écho à ceux établis dans l'étude « L'Europe malgré tout ? » publiée par l'Institut Jacques Delors en juin 2016 sous la plume de Daniel Debomy³. Ce dernier souligne en effet que « **la perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE et des bénéfices qu'il retire de cette appartenance est demeurée positive tout au long de la période [dix dernières années], et qu'elle s'avère même plus positive en 2015 qu'en 2005 dans une fraction significative des pays membres [incluant la France]** ». En écho à l'étude de YouGov, Daniel Debomy cite également les derniers sondages eurobaromètres pour expliquer comment l'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont en revanche subi un déclin marqué entre 2005 et 2015 — de l'ordre de 10 points en moyenne pour la première et de plus de 10 points en moyenne pour le second.

3.2. La dissonance entre priorités françaises au niveau européen et au niveau national

Analyser la question européenne dans l'opinion publique française conduit à relever une dissonance entre les priorités que les Français énoncent à l'échelle nationale et celles qu'ils identifient à l'échelle européenne.

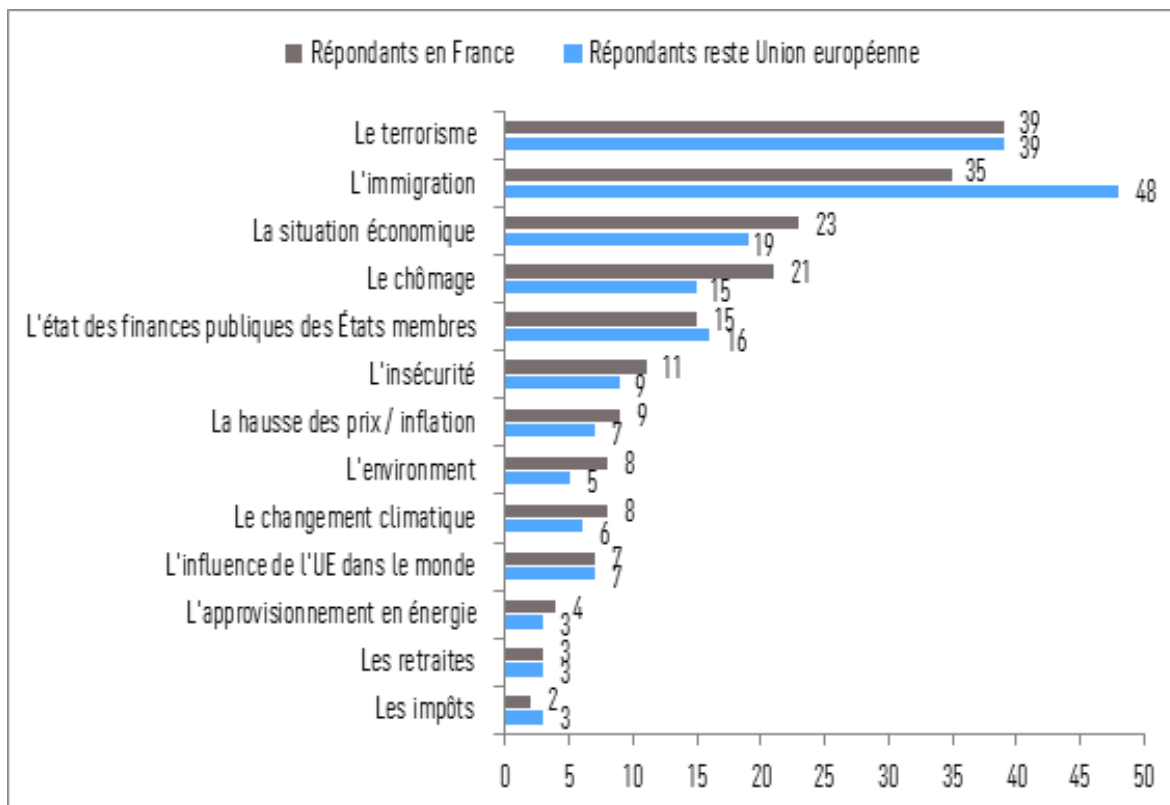
Les graphiques [18](#) et [19](#), issus du dernier Eurobaromètre Standard, publié au printemps 2016, illustrent une échelle de priorités qui est distincte en fonction de l'échelon territorial retenu. Ainsi, lorsqu'ils sont interrogés sur les priorités en France, les Français citent en premier le chômage, le terrorisme et la situation économique. En revanche, interrogés sur les priorités pour l'Union européenne, le chômage descend jusqu'à la quatrième place, et le terrorisme et l'immigration remontent jusqu'au podium des priorités les plus urgentes.

2. Sur ce sujet, voir Yves Bertoncini « Le Brexit entre europhobie britannique et euroscepticisms continentaux », Policy paper n°171, Institut Jacques Delors, septembre 2016

3. Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », Études et Rapports 111, Institut Jacques Delors, juin 2016.

GRAPHIQUE 18 ▶ Les préoccupations à niveau européen

« À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ? (%) »



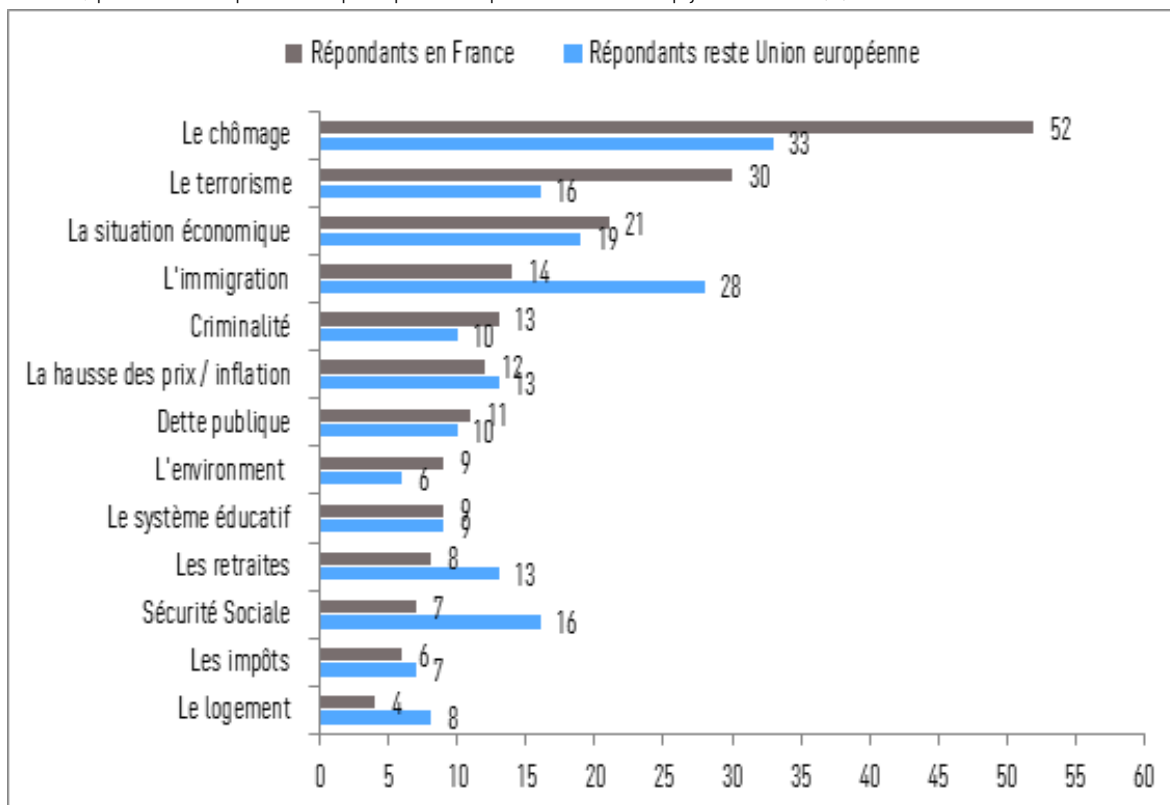
Source : Direction générale de la communication, Commission européenne (2016), Eurobaromètre Standard 85, vague EB85.2. Printemps 2016

Cette dissonance peut cacher une certaine désillusion chez les Français vis-à-vis de la lutte contre le chômage, une question qui est perçue plus comme une priorité nationale que comme un défi européen. C'est pour réduire cette dissonance que l'Union européenne pourrait élaborer une stratégie plus percutante au sein des opinions publiques nationales, notamment française, avec l'objectif de démontrer qu'elle peut être une réponse efficace aux principales menaces qu'affrontent ses citoyens, mais surtout, que les protections offertes par la construction européenne — et aujourd'hui négligées par une opinion apathique — sont précisément menacées et incompatibles avec la poussée populiste⁴.

4. Yves Bertoncini, « Europe : l'hymne à la peur », Institut Jacques Delors, mai 2014.

GRAPHIQUE 19 ▶ Les préoccupations au niveau national

« À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays actuellement ? (%) »



Source : Direction générale de la communication, Commission européenne (2016), Eurobaromètre Standard 85, vague EB85.2, Printemps 2016.

CONCLUSION : LA NÉCESSITÉ DE ROMPRE AVEC LE FRANCO-SCEPTICISME

L'analyse complète des résultats de l'étude de Demos et l'Institut Jacques Delors renforce le constat d'un malaise global au sein de la société française, notamment vis-à-vis de l'avenir de la France face à des phénomènes comme la mondialisation.

En général, **trois défis apparaissent comme particulièrement pressants : la perception négative de la mondialisation économique et financière, le pessimisme dans le court terme et le sentiment d'insécurité face à des crises multiples dans le moyen et long terme.** Dresser un tel état des lieux dans la perspective des élections nationales du printemps 2017 conduit à souligner que l'expression de peurs multiformes dans le débat public hexagonal est d'autant plus périlleuse qu'elle intervient dans le contexte d'une forte défiance vis-à-vis de la capacité des institutions à relever efficacement les défis auxquels la France est confrontée. La progression du FN n'apparaît dès lors pas seulement comme le reflet des peurs exprimées par les Français, mais aussi comme l'expression de leur colère vis-à-vis de leur système politique. Cette progression sera limitée aussi longtemps qu'une majorité de Français considérera que le FN n'est pas seulement un recours possible mais que son arrivée au pouvoir constituerait une autre menace pour la stabilité et le destin de leur pays.

L'analyse comparative de l'opinion publique française permet enfin de souligner que **ce pays n'est pas caractérisé par la montée d'une europhobie à la britannique, mais plutôt par la progression relative d'un euroscepticisme qui fait écho à la crise polymorphe que connaît l'UE,** mais aussi à l'expression de frustrations liées à une dissonance entre priorités françaises et actions européennes. De ce point de vue, colère et frustrations apparaissent comme deux sentiments distincts du sentiment de peur, qui est lui plus directement connecté avec l'évolution du contexte économique et géopolitique mondial. Il serait sans doute possible de dissiper plus aisément ces sentiments de colère et de frustrations en France si les autorités nationales retrouvaient la capacité de traiter efficacement les défis auxquels les citoyens français sont confrontés, en les détournant ainsi du franco-scepticisme qui semble les envahir depuis de longues années.

Sur les mêmes thèmes...

LE « BREXIT », ENTRE EUROPHOBIE BRITANNIQUE ET EUROSCEPTICISME CONTINENTAUX

Yves Bertoncini, *Policy Paper n°171*, Institut Jacques Delors, septembre 2016

LE « BREXIT » : DRAME BRITANNIQUE, DÉFI EUROPÉEN

Enrico Letta, Yves Bertoncini & alii, *Tribune - Le Mot*, Institut Jacques Delors, juillet 2016

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy, *Etudes & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2014 : POUSSÉE EUROPHOBE OU « BUSINESS AS USUAL » ?

Yves Bertoncini, *Policy Paper n° 133*, Institut Jacques Delors, mai 2015

EUROSCEPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini et Nicole Koenig, *Policy Paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014

EUROPE : L'HYMNE À LA PEUR

Yves Bertoncini, *Tribune - Le Mot*, Institut Jacques Delors, février 2014

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors

